

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 62.685 du 23 octobre 1996

A.65.470/VI-12.979

En cause : **BAUDUIN** Philippe,
rue de Pouilleux 161
6500 Beaumont,

contre :
**la Société nationale des Chemins
de fer belges (S.N.C.B.),**
ayant élu domicile chez
Mes Eric CARLIER et
Thierry STIEVENARD, avocats,
avenue de Tervueren 268a
1150 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 septembre 1995 par
Philippe BAUDUIN qui demande l'annulation de la décision
de la S.N.C.B. lui infligeant la sanction disciplinaire de
la retenue de 1/5^e de jour de traitement pour le motif
d'une "non-exécution de la prestation prévue le 18 mai
1995" constituant un "refus de service";

Vu le mémoire en réponse;

Vu le rapport de M^{me} DEBUSSCHERE, auditeur au
Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis,
§ 1^{er}, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 25 septembre 1996 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 14 octobre 1996;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. ANDERSEN, président de chambre;

Entendu, en ses observations, Me STIEVENARD, avocat, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. BOUVIER, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le mémoire en réponse a été notifié à la partie requérante par pli recommandé du 15 mai 1996; que ce pli a été renvoyé au Conseil d'Etat avec la mention : "inconnu"; que, le 5 juin 1996, l'auditeur général du Conseil d'Etat a demandé au bourgmestre de la ville de Beaumont de remettre le pli à l'intéressé; que l'administration communale lui a fait savoir le 11 juin 1996 que le requérant avait été radié d'office de cette adresse le 29 novembre 1994;

Considérant qu'il appartient à la partie requérante de prendre les dispositions requises pour que les pièces de la procédure puissent lui être transmises;

Considérant que l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose, en son alinéa 2, que lorsque la partie requérante ne respecte pas les délais prévus pour l'envoi des mémoires, il est statué sur l'affaire, les parties entendues ou dûment appelées et sur

l'avis de l'auditeur, en constatant l'absence de l'intérêt requis; que mention de l'article 21, alinéa 2, précité a été faite lors de l'envoi à la partie requérante d'une copie du mémoire en réponse, conformément à l'article 14bis, § 2, du règlement général de procédure;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai réglementaire de soixante jours; qu'il y a dès lors lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête est rejetée.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VI^e chambre, le vingt-trois octobre 1900 nonante-six par :

M. ANDERSEN, président de chambre,
M^{me} MALCORPS, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M. -Chr. MALCORPS.

R. ANDERSEN.